Déclaration finale des coprésidents
Priorités de la Coalition pour l'alimentation scolaire 2027-2028
Réunion ministérielle, Rome, Italie

La Taskforce de la Coalition pour l'alimentation scolaire a tenu sa troisième réunion ministérielle à Rome le 14 octobre 2026, afin de faire le point sur les réalisations et de définir son orientation future.

Cinq ans après son lancement, la Coalition pour l'alimentation scolaire est plus forte que jamais. Elle accueille le Kenya en tant que quatrième coprésident et rassemble 113 gouvernements, 6 organismes régionaux et plus de 160 partenaires autour d'un **objectif** commun : *garantir que chaque enfant ait accès à un repas sain et nutritif à l'école d'ici 2030.* Aujourd'hui, l'alimentation scolaire est largement reconnue non seulement comme un programme social, mais aussi comme un investissement national stratégique : elle favorise l'apprentissage, renforce les résultats en matière d'éducation, de santé et de nutrition, autonomise les filles, stimule les économies locales et crée des marchés stables pour les agriculteurs locaux, les transformateurs et les petites entreprises.

Alors que la couverture mondiale s'est étendue, bénéficiant à au moins 466 millions d'enfants dans le monde, ces bénéfices interdépendants sont devenus encore plus manifestes. Cependant, des lacunes persistent : des infrastructures insuffisantes, des chaînes d'approvisionnement fragiles et une pression croissante sur les budgets nationaux dans de nombreux pays. Relever ces défis sera au cœur du travail de la Coalition pour atteindre son but et ses deux principaux **objectifs** : *1. Atteindre les enfants les plus vulnérables, dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure et 2. Améliorer la qualité et l'efficacité des programmes d'alimentation scolaire existants dans tous les pays, en favorisant un environnement alimentaire sain et en encourageant l'accès à des aliments sûrs, nutritifs, produits de manière durable et adaptés aux spécificités culturelles, ainsi qu'à des régimes alimentaires diversifiés et équilibrés, privilégiant, lorsque cela est possible, les productions locales et saisonnières.*

Plus de 70 pays ont pris des engagements nationaux ambitieux détaillant la manière dont ils vont développer et améliorer leurs programmes d'alimentation scolaire.

Les deux prochaines années constituent donc un moment charnière pour consolider les progrès accomplis et renforcer le leadership politique des gouvernements. Les **quatre priorités** décrites ci-dessous traduisent un engagement renouvelé à soutenir les pays, à mobiliser les partenaires, à renforcer les systèmes et à veiller à ce que l'alimentation scolaire devienne une politique et des programmes nationaux permanents, capables de résister aux cycles budgétaires, aux situations d'urgence et aux chocs futurs.

Nous avons retenu les quatre priorités suivantes pour la Coalition (2027-2028) :

Les priorités pour 2027-2028 définissent un programme ambitieux et réaliste visant à accélérer l'action sur le terrain, à élargir la coopération mondiale et la coordination intersectorielle, et à renforcer le rôle des gouvernements en tant que moteurs de la politique, de la mise en œuvre et de l'innovation en matière d'alimentation scolaire dans le monde entier.

1. **Accélérer l'action des pays et la concrétisation des engagements nationaux, notamment par le biais de la coopération régionale et internationale**

Les gouvernements concrétiseront leur ambition politique en mettant en place des systèmes d'alimentation scolaire durables et véritablement portés au niveau national, en renforçant les cadres politiques et juridiques fondés sur des données probantes, les stratégies de financement, les systèmes de mise en œuvre résilients et les mécanismes de suivi et d'établissement de rapports. Grâce à une assistance technique ciblée, à l'apprentissage entre pairs, à la recherche et à la coopération régionale, y compris la coopération Sud- Sud et triangulaire, les pays amélioreront la qualité des programmes, renforceront les systèmes d'approvisionnement et de mise en œuvre et feront progresser les approches fondées sur l'approvisionnement local.

2. Renforcer le rôle des villes et des collectivités locales

Les villes et les collectivités locales seront habilitées à jouer un rôle clé dans l'agenda de l'alimentation scolaire grâce à un engagement accru, à une coordination renforcée à tous les niveaux et à un soutien ciblé à la mise en œuvre en milieu urbain. En favorisant la collaboration entre les différents niveaux de gouvernance et les partenaires de la Coalition, les villes accéléreront la mise en œuvre et l'impact des programmes d'alimentation scolaire.

3. Renforcer et activer l'écosystème des partenaires

La Coalition renforcera son écosystème de partenaires afin de mieux aligner les soutiens sur les besoins des pays et de mobiliser davantage d'expertise, de partenariats et de financements. Un engagement renforcé avec les partenaires de développement, les jeunes, les organisations philanthropiques, le secteur privé, les agences des Nations-unies basées à Rome, les organisations de la société civile, le monde académique et les institutions financières internationales permettra de mobiliser des soutiens supplémentaires en faveur de l'alimentation scolaire et du développement agricole durable. Cet engagement renforcé sera également essentiel pour comprendre les déficits et les contraintes de financement, promouvoir des instruments financiers innovants, mobiliser une expertise et des ressources prévisibles, et accélérer la mise en place de programmes nationaux d'alimentation scolaire durables.

4. Renforcer le plaidoyer mondial

Grâce à des actions de plaidoyer et de communication fondées sur des données probantes, menées au sein de l'écosystème de la Coalition et dans les enceintes internationales, la Coalition contribuera à maintenir la dynamique, l'engagement politique et les investissements en faveur de l'alimentation scolaire, en accordant une attention particulière aux contextes fragiles et soumis à de fortes contraintes budgétaires, ainsi qu'aux situations de vulnérabilité face à l'endettement. Ces efforts contribueront à protéger et à élargir l'accès à des repas nutritifs, tout en soulignant leur contribution à des résultats plus larges en matière de développement, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la nutrition, de la protection sociale, de l'agriculture, des moyens de subsistance locaux et des systèmes alimentaires durables.

Les Initiatives[1], le Secrétariat et les partenaires de la Coalition joueront le rôle de partenaires techniques auprès des gouvernements, en les accompagnant dans la traduction de leurs engagements politiques en systèmes nationaux durables, capables de résister aux fluctuations budgétaires et aux changements politiques. Leur action s'articulera autour des **six piliers** suivants :

1. le financement durable ;
2. la prise de décision fondée sur des données probantes ;
3. la mesure des progrès à l'échelle mondiale ;
4. la localisation et la régionalisation ;
5. l'assistance technique et le renforcement des systèmes ;
6. le plaidoyer et la mobilisation.

Résumé des principaux résultats de la réunion

Progrès réalisés par les membres de la Taskforce et les pays invités

- Le **Brésil** a garanti une alimentation scolaire plus saine et plus durable, en portant à 45 % la part des achats effectués auprès de l'agriculture familiale et en accompagnant les responsables locaux afin qu'au moins 85 % des achats destinés aux repas scolaires soient composés d'aliments frais ou peu transformés.
- La **Finlande** joue un rôle moteur sur le plan politique et apporte son expertise technique ainsi qu'un soutien financier aux programmes d'alimentation scolaire et au Secrétariat de la Coalition pour l'alimentation scolaire.
- Depuis 2021, la **France** a consacré 150 millions d'euros au soutien de l'alimentation scolaire à l'échelle internationale. Dans le cadre de sa présidence du G7 en 2026, elle entend également contribuer à renforcer l'action mondiale en faveur de la nutrition. En 2026, la France a également porté de 20 à 35 % le seuil minimal de produits durables et de qualité dans les repas scolaires de ses territoires d'outre-mer, dont 10 % de produits biologiques.
- Au **Guatemala**, le programme national d'alimentation scolaire couvre plus de 3 millions d'élèves dans tout le pays ; environ 40 % des écoles mettent en œuvre le programme en préparant et en servant les repas sur place, et plus de 9 200 écoles ont donné la priorité à la modernisation de leurs installations, en se concentrant sur les zones de préparation des aliments.
- Le **Honduras** a étendu son programme d'alimentation scolaire jusqu'à la neuvième année dans l'ensemble du pays. Il a également fait progresser sa Politique nationale d'alimentation scolaire jusqu'au stade de projet final. Par ailleurs, le pays renforce la qualité du programme grâce à des initiatives en faveur de la fourniture de produits frais et de lait, en coordination avec les services de santé et de nutrition.
- Le **Japon** constitue un modèle pour faire progresser l'éducation alimentaire et nutritionnelle grâce à son approche *Shokuiku*, tout en partageant son expertise technique, en soutenant les programmes d'alimentation scolaire dans le monde entier

[1] Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire ; Initiative pour le financement durable ; Initiative sur le Suivi et les Données ; Initiative « Les villes nourrissent l'avenir » ; et Accélérateur pour l'alimentation scolaire.

par l'intermédiaire du WFP et en renforçant la coopération internationale afin d'améliorer la qualité et la durabilité de l'alimentation scolaire.

- Le **Kenya** est devenu le quatrième coprésident de la Coalition pour l'alimentation scolaire et a approuvé sa Politique nationale d'alimentation scolaire. Le pays arecensé plus de 3,2 millions d'enfants actuellement bénéficiaires de repas scolaires, et fait progresser des solutions innovantes en matière de financement et de cuisson propre avec le soutien de la Coalition nationale pour l'alimentation scolaire.
- Le **Rwanda** a augmenté l'investissement dans l'alimentation scolaire de plus de 50 % entre 2024 et 2026, pour atteindre 142 milliards de francs rwandais (97 millions de dollars américains), tout en renforçant la qualité du programme, la recherche et le leadership régional.
- Le **Sénégal** renforce son cadre juridique et institutionnel. Le pays a validé sa Politique nationale d'alimentation scolaire et son Plan stratégique, et prépare une loi sur l'alimentation scolaire fondée sur la production locale et de nouveaux investissements majeurs, notamment un programme de 25 millions de dollars américains destiné à soutenir l'extension du programme à 65 % des écoles élémentaires publiques d'ici 2028.
- La **Suède** a publié en 2026 des directives nationales actualisées sur l'alimentation scolaire, réaffirmant ainsi son engagement en faveur de l'universalité, de la durabilité et de la qualité nutritionnelle des repas scolaires, ainsi que du renforcement de la préparation aux situations de crise.
- **Les États-Unis** soutiennent depuis longtemps l'alimentation scolaire dans le monde par le biais du programme McGovern-Dole International Food for Education and Child Nutrition, qui soutient actuellement 32 projets pluriannuels actifs d'alimentation scolaire dans 28 pays (d'une valeur approximative de 1 milliard de dollars), et qui permet à environ 3,5 millions d'écoliers de bénéficier chaque année de repas scolaires quotidiens et d'activités connexes.

****

- Le **Lesotho** a élaboré stratégie de financement durable en collaboration avec l'Initiative pour le financement durable et l'Accélérateur pour l'alimentation scolaire afin de soutenir la pérennité et l'extension à long terme du programme national.
- Depuis septembre 2026, l'**Ukraine** a étendu son programme de repas scolaires gratuits aux élèves de tous les groupes d'âge dans tout le pays, atteignant ainsi environ 3 millions d'enfants.

Événements de plaidoyer à venir

2026

- La Zambie accueillera le Global Child Nutrition Forum en novembre.
- Les Philippines accueilleront la deuxième réunion régionale de la Coalition pour l'alimentation scolaire en Asie du Sud-Est en novembre.
- Le 3e Forum régional pour l'Amérique du Sud du Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine (MUFPP) se tiendra en novembre à Curitiba, au Brésil.

2027

- La Finlande accueillera le Sommet mondial de la Coalition pour l'alimentation scolaire en octobre.

- Djibouti accueillera la Journée africaine de l'alimentation scolaire de l'Union africaine.
- La Coalition pour l'alimentation scolaire continuera de participer aux principaux forums mondiaux, notamment au Sommet sur les objectifs de développement durable (ODD) qui se tiendra en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre et aux négociations des Nations Unies sur le climat, la COP32, en Éthiopie, en novembre.

2028

- Le Rwanda accueillera la réunion ministérielle de la Task Force de la Coalition pour l'alimentation scolaire à Kigali.

Collaborations des Initiatives et des partenaires

- Le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire a publié sa déclaration annuelle et le livre blanc « L'alimentation scolaire et la prévention des maladies non transmissibles tout au long de la vie » (en anglais, « School meals and non-communicable disease prevention across the life course »).
- L'Initiative sur le Suivi et les Données a annoncé le rapport sur la situation de l'alimentation scolaire 2026, qui s'appuie sur le Système d'autodéclaration des gouvernements.
- L'Initiative pour le financement durable de la santé et de la nutrition scolaires a annoncé la publication d'un nouveau document sur l'économie politique du financement de l'alimentation scolaire, qui explore les leviers politiques permettant de transformer les engagements financiers en une réalité budgétaire.
- L'Accélérateur pour l'alimentation scolaire a annoncé de nouveaux accords de partenariat avec le Consortium de recherche, l'Initiative pour le financement durable, l'initiative « Les villes nourrissent l'avenir », l'University College London, la Fondation Pijar, le Centre d'excellence du Programme alimentaire mondial au Brésil et le Programme alimentaire mondial.
- La fondation Rockefeller a annoncé la publication récente du rapport sur les jardins scolaires.
- La Banque interaméricaine de développement a annoncé un partenariat officiel avec le Consortium de recherche par l'intermédiaire de la London School of Hygiene and Tropical Medicine, afin de développer des données probantes en Amérique latine et dans les Caraïbes et de soutenir l'Initiative sur le Suivi et les Données pour le rapport sur la situation de l'alimentation scolaire en Amérique latine 2026.
- Le Partenariat mondial pour l'éducation a annoncé le lancement d'Education Out Loud dans trois pays (Indonésie, Kenya et Philippines) afin de soutenir l'engagement de la société civile en faveur de l'alimentation scolaire.
- Le Réseau des organisations de la société civile (OSC) de la Coalition pour l'alimentation scolaire, réuni par World Vision International, élaborera un cadre d'engagement des OSC afin d'aider les gouvernements et les partenaires à renforcer les moyens efficaces permettant aux enfants, aux communautés et à la société civile d'apporter des données probantes, de suivre les progrès, d'éclairer le plaidoyer et de contribuer à transformer les engagements nationaux en actions concrètes et effectivement financées, y compris dans les contextes fragiles.

Nous exprimons notre profonde gratitude au Programme alimentaire mondial, en tant que Secrétariat de la Coalition, pour avoir accueilli cette réunion de la Taskforce. Nous nous engageons à travailler ensemble pour faire de l'alimentation scolaire un investissement public stratégique pour le développement national. Nous nous réjouissons que la Finlande accueille, à Helsinki, le troisième Sommet mondial de la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2027, et que Rwanda accueille la quatrième réunion ministérielle de la Taskforce de la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2028.

Les coprésidents de la troisième réunion ministérielle de la Taskforce de la Coalition pour l'alimentation scolaire, Brésil, Finlande, France, Kenya.

Fait à Rome, en Italie, le 14 octobre 2026